

23 mars 2017 revue de presse	2
23 mars 2017 revue thématique DD	4

LA DÉPÊCHE

DU MIDI

Nord-Est

23 MARS 2017

SAINT-JEAN

Handball : les Seniors dominateurs à la maison

Le week-end dernier a été relativement chargé pour le HBCSJ avec dix matchs au programme des collectifs du club. Seuls les -18 Garçons étaient au repos, car en transition entre 2^e et 3^e phases de championnat.

À domicile, chez les Seniors, les deux équipes fanions ne faisaient aucun cadeau : 30 à 14 pour les filles face au CRAHB, et 36 à 31 pour les garçons contre Blagnac. De son côté, l'équipe 2 masculine, toujours très diminuée, s'inclinait au finish à Pechbonnieu, 24 à 22. Côté classement, les féminines restent bien sûr en tête de la poule Pré-Ré-



L'équipe 2 des -15 Garçons.

gion du championnat Territorial, et s'envolent vers la montée en

Région.

Chez les jeunes, le week-end

est, comme le précédent, assez mitigé. Les -18 Filles ont respecté leur « tradition » de victoire à l'arrachée, 21 à 20 à Saint-Sulpice, et continuent de mettre la santé cardiaque de leur staff et de leur public à rude épreuve ! Les -13 Filles ont, elles, toujours régalié leurs parents, en sortant vainqueurs 37 à 20 d'un déplacement à Roques. Pour les autres résultats : victoire des -11G 24 à 6 contre CIEL, défaites des -15F (encore en sous-effectif) 23 à 14 à Pins-Justaret, des -15G2 à Tournefeuille 27 à 22, des -13G 30 à 24 contre Saint-Jory et des -11F 18 à 1 contre Muret.

LA DÉPÊCHE

DU MIDI

Nord-Est

l'union

23 MARS 2017

19-Mars

La médaille du souvenir pour Marc Péré

La cérémonie organisée par la Fédération Nationale des Anciens Combattants en Algérie, Maroc et Tunisie (Fnaca) à l'occasion du 55^e Anniversaire du cessez-le-feu en Algérie du 19 mars 1962, s'est déroulée en présence du maire Marc Péré et de plusieurs élus avec la participation d'un piquet d'honneur et de la gendarmerie. De nombreux anciens combattants étaient présents à cette cérémonie pour commémorer la mémoire des 30 000 soldats tombés à 20 ans entre 1952 et 1962.

Au cours du vin d'honneur qui a suivi, la médaille du souvenir du 55^e anniversaire a été remise par le Comité



Élus, officiels et officiers se sont retrouvés samedi au monument aux morts de L'Union.

Fnaca de L'Union à Marc Péré pour le remercier de son soutien et de son action pour

la défense du monde combattant.

La prochaine permanence de

la Fnaca se tiendra le samedi 27 mai à la Belle Hôtesse de 10 heures à 12 heures.



SUR LE TERRAIN

Greenburo ou la réussite d'une entreprise d'insertion

TRÉMPLIN. Se servir de l'activité d'une entreprise comme levier de l'insertion, tel est le choix de certaines sociétés à vocation sociale. C'est le cas de Greenburo, spécialisée dans la collecte de déchets et le tri sélectif, mais avant tout dans l'accompagnement des actifs en difficultés.

/// Par Séverine Sarrot

«Je suis arrivé en France il y a moins d'un an. J'ai pris cinq mois pour faire mes papiers puis j'ai cherché du travail, mais sans succès», témoigne Mohamed, 57 ans. Ce titulaire d'une licence de droit, est pourtant prêt à accepter un emploi technique, mais il lui manque une formation adéquate. «À Pôle Emploi, tout ce que l'on m'a proposé, c'est de m'aider à faire mon CV !» Il découvre alors Greenburo, une entreprise d'insertion et apprend qu'il peut y travailler tout en se formant.

Spécialisée dans le tri sélectif et la collecte de déchets auprès des entreprises et des collectivités, la

société toulousaine a pour mission première l'insertion, et ce depuis sa création en 2008. «C'est pour servir cet enjeu que nous avons choisi d'opérer dans un secteur d'activité qui ne demande que peu ou pas de qualification», explique Mathieu Poupon, gérant de Greenburo. Des postes de manutention essentiellement. Dans un entrepôt adossé aux bureaux administratifs, débordant de papiers et autres cartons, une dizaine d'hommes s'activent. Greg manie le transpalette pendant que ses collègues vidant les poubelles collectées dans un container.

L'une des principales caractéristiques d'une entreprise d'insertion est l'accompagnement individuel de chacun des salariés. «Lors du recrutement, il est primordial que les candidats soient d'abord éligibles selon Pôle Emploi, mais surtout qu'ils justifient d'une envie de s'en sortir, de mener un projet professionnel dans l'objectif de le-

ver les freins qui les ont empêchés de trouver un poste stable jusqu'à présent», rappelle Mathieu Poupon. Une prise en charge qui va du simple cours de français (donné sur les horaires de travail) pour ceux qui ne maîtrisent pas la

prise au bout de deux ans maximum. Nous formons les nouveaux en permanence, ce qui représente une charge, mais des subventions permettent d'en limiter le coût», explique le gérant. La gestion des plannings est un véritable casse-

leur traitement. Au-delà d'avoir retrouvé un emploi, ils voient en ce recrutement une réelle possibilité de regagner confiance en eux. Assis devant son camion, en pause-déjeuner, Ahmed raconte son parcours : «Arrivé en fin de droit à Pôle Emploi, j'ai postulé à Greenburo. J'ai commencé comme tout le monde, par un contrat d'insertion. Et aujourd'hui, je suis chef d'équipe avec un poste pérenne. Ici, on m'a donné ma chance et j'ai des responsabilités.»

Un exemple d'une insertion réussie «qui n'est possible que quand la personne devient autonome dans sa recherche d'emploi et qu'elle est capable de mettre en valeur ses capacités», précise Mathieu Poupon. D'ailleurs, le dirigeant s'enorgueillit d'avoir permis à plus de 66% des salariés en contrat d'insertion de trouver un travail pérenne par la suite.

« On m'a donné ma chance et j'ai des responsabilités »

langue, à la mise en place de formations techniques plus longues. Et ça fonctionne. Aujourd'hui, Greenburo emploie 18 salariés, dont la moitié en contrat d'insertion, et génère 800 000 € de chiffre d'affaires. «Bien sûr, il existe des inconvénients à travailler avec une majorité de personnes en contrat de ce type car le turnover est important, les salariés ayant vocation à quitter l'entre-

tête, confesse-t-il. Mais le client ne doit jamais rien en savoir. Car Greenburo est avant tout une entreprise qui propose des prestations professionnelles.

Mohamed, mais aussi Ahmed, Steven, Greg et les autres, reviennent justement de leurs tournées. Après avoir collecté les déchets, ils rentrent au dépôt pour les stocker avant qu'ils ne soient vendus à des prestataires assurant

©Severine_Sarrot

COLLECTE LES PAPIERS A LA MAIRIE

23 MARS 2017

En ville

RGV. La mairie lance une pétition pour la réalisation de Bordeaux-Toulouse

Le projet de ligne à grande vitesse Toulouse-Bordeaux refait parler de lui. Après les propos du PDG de la SNCF Guillaume Pépy, la mairie a décidé de lancer une pétition.

La ligne à grande vitesse, qui doit relier Bordeaux à Toulouse d'ici 2024, se fera-t-elle ? Les propos du président-directeur général de la SNCF, Guillaume Pépy, ont semé le doute lors d'une interview donnée lors de la matinale de France Inter, vendredi 10 mars.

Interrogé par Patrick Cohen sur l'achèvement de ligne à grande vitesse Tours-Bordeaux, qui doit être mise en service le 2 juillet prochain, le P-DG a souligné que cela resterait « le dernier grand chantier pour le moment », écartant de fait le projet pour desservir Toulouse en TGV, d'ici 2024.

« Mécontentement » du maire de Toulouse

Mais, à Toulouse, la mairie ne l'entend pas de cette oreille. Après s'être fendu d'un courrier dans lequel il demande au président de la SNCF de « réaffirmer sa volonté de contribuer à la réussite de la LGV Toulouse - Bordeaux et de garantir le respect des engagements pris par la SNCF dans ce projet », mercredi



La mairie de Toulouse lancera une pétition. © Eiffage

15 mars, l'édile de la Ville rose, Jean-Luc Moudenc, a annoncé le lancement d'une pétition en ligne, à compter du 23 mars, pour soutenir la réalisation de la ligne à grande vitesse entre Toulouse et Bordeaux. « Je ne peux qu'exprimer mon étonnement, pour ne pas dire mon mécontentement, que vous balayiez ainsi d'un revers de main les engagements précis de l'État et de la SNCF de réaliser l'ensemble de la ligne LGV Paris-Toulouse, les repoussant ainsi à une date indéterminée et après

d'autres chantiers désormais jugés comme prioritaires par votre société, lance ainsi Jean-Luc Moudenc dans son courrier en date de mercredi.

En ligne le 23 mars

Sans oublier de souligner que « Toulouse Métropole a déjà participé au financement de la ligne Paris-Bordeaux » et qu'une délibération a déjà été soumise au Conseil de la Métropole « pour financer les premières acquisitions foncières et études pour Bordeaux-Toulouse ».

Afin de peser face au président de la SNCF, la pétition en ligne sera lancée jusqu'au 14 avril. Objectif affiché : « Créer une mobilisation citoyenne forte autour de ce projet d'intérêt général » pour interpellier « les candidats à l'élection présidentielle afin qu'ils affirment leur volonté de concrétiser cette LGV dans le respect du calendrier convenu et s'engagent sur le financement ».

« Toulouse et sa Métropole, qui enregistrent la plus forte croissance démographique française et détiennent le record de création d'emplois privés, qui séduisent de plus en plus de grandes entreprises et de start-up, ne peuvent rester plus longtemps à l'écart du réseau ferroviaire à grande vitesse », écrit Jean-Luc Moudenc.

L'arrivée de la LGV Bordeaux-Toulouse devrait être mise sur les rails vers 2024, permettant ainsi aux Toulousains de rejoindre Paris en un peu plus de trois heures de trajet.

Mylène Renoult